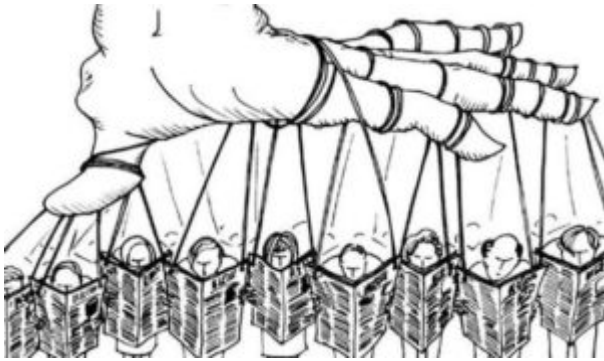


En Occident, grâce à la pandémie, la démocratie s'installe



Dans un excellent article publié sur le site Mediapart, *Qui construit la doxa du Covid ?* Laurent Mucchielli – sociologue fortement ancré à gauche – analyse *La fabrication du consentement* (titre d'un livre de Noam Chomsky et Edward Herman paru en 1988) à propos du Covid-19.



Le Gouvernement français face à la pandémie interdit tout débat public. Censure, insultes grotesques de complotisme, de charlatanisme, procès ou mise en accusation provenant de l'Ordre des médecins sont quelques-unes des méthodes employées pour faire taire les dissonants.

Depuis quelques mois, les médias ont montré de quel camp ils étaient, les bons petits soldats. Jusque-là, le fait qu'ils appartiennent presque tous à des milliardaires ou à de grandes familles était relégué dans les placards de l'information. La plupart de leurs lecteurs faisaient semblant de croire à la pluralité de l'information et autres singeries journalistiques, ne voulant pas connaître les secrets financiers du pouvoir médiatique.

Pourtant, il n'est pas difficile de connaître quelques vérités sur notre système d'information.

En France, la plupart des journaux, des radios et des télévisions sont propriétés de Bolloré, Arnault, Perdriel, Pinault, Niel, Bouygues, Dassault, Baudecroux, Baylet, Bettencourt, Lagardère...

« Ce processus de concentration, écrit Laurent Muchielli, est tel que dix sociétés contrôlent 90% de la presse écrite, 55% des parts d'audience de la télévision et 40% des parts d'audience de la radio. De l'autre côté, outre le maintien d'un ensemble de médias audio-visuels publics (Radio France et France Télévision), l'État finance également les entreprises de presse qui, ainsi, en dépendent. En 2017 (dernière donnée disponible), le ministère de la Culture publiait ces montants d'aides directes à la presse : 8,3 millions d'euros pour Aujourd'hui en France, entre 5 et 6 millions pour Libération, Le Figaro et Le Monde, entre 4 et 5 millions pour La Croix, Ouest-France et L'Humanité et entre 1 et 2 millions pour une petite dizaine de titres de la presse quotidienne régionale ainsi que pour Le Parisien et le Journal du Dimanche. Par ailleurs, dans son rapport de 2013, la Cour des comptes proposait un inventaire de ces aides et attirait notamment l'attention sur le cas de l'Agence France Presse (AFP), énorme entreprise de fabrication d'informations à destination de la totalité des médias français et étrangers, qui a un statut juridique d'établissement public autonome et dont l'État est à la fois une des instances dirigeantes et le

premier client (assurant environ 40% des recettes de l'agence). On remarque enfin que la presse a été largement bénéficiaire des aides exceptionnelles de l'État liées à la crise actuelle, avec près d'un demi-milliard d'euros annoncés dans le plan de relance en août 2020.

L'ensemble de ces données dessine les contours d'un tissu de relations et de liens d'intérêts entre le monde économique (les propriétaires des médias), le monde politique (leur subventionneur) et les rédactions en chef des médias. Mais à cela s'ajoute désormais l'entrée en jeu des multinationales du numérique que sont en particulier Google et Facebook. »

La propagation du virus chinois met en lumière la machinerie des médias pour terroriser et désinformer les populations, annihiler la contestation, moquer les rares opposants à la stratégie anti-covid des gouvernements.

Les médias ont utilisé pour leur grand-œuvre des experts, des *think tanks*, des universitaires, des médecins. Tous ont eu – et ont toujours – le même discours unidimensionnel sur la pandémie.

Lorsque la propagande des médias s'est révélée insuffisante, les entreprises du numérique ont été appelées à la rescousse. Et *Google, Facebook, Twitter, YouTube* n'ont pas rechigné à la tâche. Leur coopération, sous prétexte de lutter contre des nouvelles « *susceptibles de troubler l'ordre public* », a été solidement épaulée par le CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel).

Une véritable police du numérique – à base d'algorithmes – a été instituée, et cette police fait également office de juge devant lequel les accusés n'ont jamais la parole. Ils sont condamnés sans appel.

Laurent Mucchieli pointe également du doigt la Fondation de Bill et Melinda Gates dans le contrôle des médias. Ayant une fortune personnelle plus élevée que celles de nombreux pays,

les Gates subventionnent à travers leur Fondation des journaux comme *Le Monde* (2,13 millions de dollars pour l'année 2019) et affichent leur préférence pour les vaccins. Pour cela, la Fondation de Bill et Melinda utilise l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dont elle est un des principaux contributeurs. « *Dans le classement général des financeurs, la Fondation est encore dépassée de peu par la Grande-Bretagne (464 millions de dollars en 2019) et surtout les États-Unis (853 millions de dollars en 2019)* », écrit Mucchieli. Poussant plus loin son décryptage, il indique que trois autres financeurs de l'OMS : *Alliance GAVI (Global Alliance for Vaccines and Immunization)*, le *Rotary International* et le *National Philanthropic Trust* – tous les trois financés par la Fondation Gates, font de celle-ci le premier financeur réel de l'OMS.

Cette organisation sous la direction Tedros Adhanom Ghebreyesus a appelé à combattre les « *rumeurs et fausses informations* » concernant le Covid-19. Pour cela, elle a passé un accord avec Google « *pour faire en sorte que les personnes recherchant des informations sur le coronavirus voient les informations de l'OMS en tête de leurs résultats de recherche* ». Ensuite, l'OMS s'est assurée le concours des principaux réseaux sociaux et mêmes de sociétés comme *Uber* et *Airbnb* afin qu'ils diffusent les « *bons messages* ».

C'est ainsi qu'un monopole de l'information sur le virus chinois a été instauré à l'échelle de la planète.

Il aboutit au consentement des populations soumises à une chaîne de messages que Mucchieli énumère :

- 1) une pandémie menace la survie de l'humanité entière,
- 2) il n'existe aucune thérapeutique pour guérir les malades,
- 3) il faut confiner les populations,
- 4) la délivrance viendra uniquement d'un vaccin.

Nous sommes en phase 4.

Le discours unique, le seul présenté comme légitime, est distribué 24 heures sur 24.

Il sert aussi à protéger le pouvoir et les élites.

D'abord, nous avons eu « *le gouvernement fait ce qu'il peut* », « *il n'y a pas grand-chose d'autre à faire* », « *tous les pays sont aussi désarmés devant la pandémie* », puis « *c'est une obligation morale que de soutenir l'action du gouvernement dans ce moment exceptionnellement difficile* » et, enfin, la désignation de mauvais citoyens, peu soucieux du bien-être commun, en les personnes de ceux qui – avec des arguments – mettent en doute la stratégie vaccinale.

L'alliance des gouvernements occidentaux avec les géants du numérique, les milliardaires et les médias, fait que les pays libéraux occidentaux sont de moins en moins des démocraties et de plus en plus des copies de l'État totalitaire chinois : des démocraties.

Marcus Graven